



Pourquoi, nous syndicalistes, militants de la CGT

Pourquoi, nous syndicalistes, militants de la CGT Paris 7°, nous sommes-nous engagés à rejoindre et à soutenir les initiatives du collectif ni guerres ni état de guerre ?

Depuis les événements de 2015 sur le territoire français, nous avons eu besoin de débattre et de discuter, en tant que salariés, syndicalistes, en France, pour faire les liens nécessaires et utiles à la compréhension de ce qui se jouait en notre nom. Lorsque les attentats ont frappé à Paris, deux mots d'ordre ont été repris, notamment dans la jeunesse, et se sont affichés dès le lendemain Place de la République en hommage aux morts et aux blessés et en résistance au lavage de cerveau : " Ce sont vos guerres, ce sont nos morts", " Guerre à la guerre."

La CGT s'est toujours battue pour la paix. Dès le 16 novembre dernier, elle a réaffirmé ses valeurs de paix et de fraternité dans son combat essentiel pour le progrès social, l'égalité et la liberté. Le syndicalisme est né de la double volonté des salariés de défendre leurs intérêts immédiats et de participer à la transformation de la société. La CGT est héritière des valeurs humanistes et internationalistes qui ont présidé à sa constitution. La paix, ça suppose l'égalité entre les pays, ça suppose la justice sociale.

En réaction aux attentats, l'Etat français a répondu par l'intensification des frappes aériennes en Syrie et en Irak. Depuis longtemps déjà, la France s'est engagée, sans aucun véritable débat national, dans plusieurs conflits armés au-delà de ses frontières et poursuit inlassablement le rôle que différents traités lui ont assigné avec l'aval de ses "partenaires", celui de gendarme du Monde. La France s'est rendue disponible pour proposer et accepter cette mise à disposition expéditionnaire, ce qui lui confère une responsabilité écrasante dans la situation mondiale tendue.

Cette politique impérialiste n'est pas assez dénoncée ni combattue. Ainsi, à la cérémonie du 11 novembre 2012, Hollande pouvait-il déclarer sans que cela n'émeuve personne : « Tous ces jeunes ont donné leur vie quelle que soit l'époque, pour que le drapeau français puisse flotter partout où il doit le faire. »

Ce drapeau français qui doit flotter, cela signifie une politique de gendarmerie du monde qui s'accompagne aussi d'une politique de ventes tout azimut de matériels militaires. Par son implication directe dans le commerce des armes (3ème exportateur mondial), la France participe activement à l'instabilité mondiale et par ces choix, nos dirigeants assurent non pas notre sécurité, mais notre insécurité nationale.

Ce drapeau français qui doit flotter, cela signifie des millions d'êtres humains morts depuis la première guerre contre l'Irak par les coalisés. Et ici en France, en 2016, pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, la part dans le PIB du budget dédiée à La Défense nationale augmente alors que celle consacrée à l'Education nationale diminue. Aujourd'hui la France réclame que le budget de l'armée ne soit pas pris en compte dans le calcul du

déficit budgétaire et se lance dans des campagnes massives de recrutement de jeunes dans l'armée alors qu'il manque toujours des enseignants devant les élèves.

D'autres choix sont possibles. C'est pourquoi la CGT Paris 7° se reconnaît pleinement dans les objectifs du collectif ni guerres ni état de guerre qui (<http://collectifantiguerre.org/>) :

- exige l'arrêt immédiat des interventions françaises, le retrait des bases militaires, la sortie de l'OTAN;
- dénonce le marché des ventes d'armes qui irrigue entre autres les pires dictatures ;
- combat la militarisation de la société ;
- soutient le droit à l'autodétermination des peuples, apporte sa solidarité aux forces de résistance et d'émancipation.

C'est donc dans le contexte brûlant d'un état d'urgence chantage, d'atteintes aux libertés publiques et individuelles, d'atteintes aux droits humains dans les camps de réfugiés, de haine raciale et de stigmatisation d'une partie de la population (en particulier musulmane), de répression syndicale (qui va jusqu'à emprisonner les syndicalistes), mais aussi de violence patronale, de casse du code du travail fruit d'un siècle de lutte, de destruction des services publics et d'atteinte au statut de leurs salariés, que nous appelons à la convergence des luttes et que nous nous engageons avec le collectif ni guerres ni état de guerre à résister et porter haut et fort le débat absolument nécessaire sur les guerres et l'impérialisme français. C'est pourquoi non seulement nous avons signé la plateforme du collectif mais le soutenons financièrement et matériellement.

L'avenir nous appartient si nous combattons tous ensemble pour la paix et la justice.